

LA QUINZAINÉ



32 rue des Bourdonnais 75001 Paris - tél. 01 44 82 77 20

www.emmaus-solidarite.org - JO du 17/03/1954

Adhérente à Emmaüs France et Emmaüs International / n° **537**

15 juillet 2011



ATTENTION : FAUSSES BONNES IDÉES !

PAR BRUNO MOREL, DIRECTEUR GÉNÉRAL

Tout focaliser sur le « logement d'abord » constitue une réponse partielle, limitée, parfois inadaptée à l'aggravation des difficultés actuellement rencontrées par certains publics fragiles. Au nom de ce principe par trop généralisé, une partie d'entre eux risquent de rester au bord du chemin.

Le simple rappel de la tension du parc locatif social francilien traduit la gageure de reloger à tout crin. De surcroît et par delà la seule question de l'offre insuffisante, d'autres obstacles surgissent :

- la faible production de logements à loyer abordable,
- les difficultés financières accrues des ménages les plus modestes,
- La question de l'accompagnement social qui reste souvent en suspens alors qu'elle est essentielle pour un accès au logement réussi.

Quand bien même ces barrières seraient franchies, les faibles résultats des relogements DALO illustrent à eux seuls les freins caractérisant l'Ile-de-France. Force est de constater que tous les publics ne peuvent immédiatement accéder à un logement, notamment les ménages rencontrant des difficultés graves pour lesquels un sas d'accueil s'avère nécessaire pour initier un véritable accompagnement social vers et dans le logement.

Le logement d'abord peut être instrumentalisé avec pour objectif de justifier des restrictions budgétaires, selon un principe de vases communicants particulièrement inquié-

tant. Ainsi le seul dispositif d'intermédiation locative SOLIBAIL est utilisé pour justifier la diminution drastique des nuitées hôtelières offertes aux plus exclus.

Pour autant, il convient de rappeler que SOLIBAIL :

- n'est pas du logement mais bel et bien un dispositif d'occupation temporaire, d'ailleurs parfaitement légitime au plan de l'apprentissage de la pratique locative,
- voit sa capacité limitée à un objectif de mobilisation de 3 000 unités; objectif non connecté aux places hôtelières "libérées" et encore moins aux besoins de sorties d'hébergements,
- est conforté par un accompagnement social de type ASLL (accompagnement social lié au logement) qui exclut par conséquent la prise en charge des publics les plus en difficulté,
- enfin son succès demeure conditionné aux possibilités réelles de sorties dans le parc social dont on a vu plus haut l'insuffisance en Ile-de-France et dans les zones tendues.

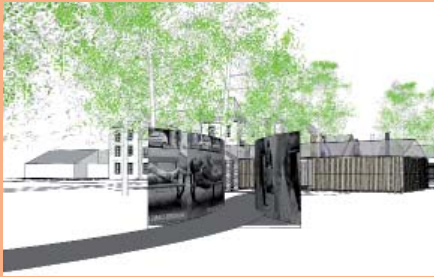
L'intermédiation locative ne peut donc être considérée comme la solution générale. Dans ce contexte il devient urgent de ne plus promouvoir le logement d'abord en contrepartie d'une disparition de l'hébergement. Il ne faut pas les opposer alors qu'ils sont complémentaires en fonction des situations des personnes et des familles. L'hébergement continuera à constituer un filet de sécurité indispensable au maintien de la cohésion sociale et à la solidarité défendue par nos associations à l'égard des personnes sans domicile.

EMMAÛS Solidarité innove en ouvrant un centre d'hébergement qui fait la part belle à la culture et à la citoyenneté

Le 25 juillet prochain, les résidents qui avaient quitté "Louvel Tessier" pendant les 18 mois de travaux trouveront, pour la plupart, l'endroit bien changé. 52 personnes (dont 18 femmes) seront ainsi accueillies en chambres doubles ou individuelles dans cet ancien bâtiment EDF dont la façade classée a été construite par Gustave Eiffel. Propriété de la Régie immobilière de la ville de Paris, le centre a fait l'objet d'une complète restructuration pour répondre à un projet social ambitieux : par le biais de la culture et de la pratique artistique, devenir un lieu ouvert sur le quartier (10^e arrondissement) qui favorisera les échanges et les rencontres et donc la remobilisation des personnes qui y sont hébergées vers l'emploi, le logement ou la santé. En se positionnant sur l'accès à la culture des personnes

en situation de grande précarité, les équipes d'EMMAÛS Solidarité souhaitent aborder différentes pratiques artistiques : le théâtre et l'improvisation, les arts plastiques... L'auditorium, installé au RDC, permettra d'accueillir jusqu'à 50 spectateurs ou auditeurs venus assister à un spectacle mais aussi à une conférence-débat ou à un conseil de quartier par exemple. Inscrit dans l'offre culturelle du 10^e, le centre d'hébergement du 36 rue Jacques Louvel Tessier deviendra certainement un point de repère pour tous les habitants du quartier : un espace ouvert sur le monde, ouvert sur la culture et la différence. Un étage, ajouté au bâti initial, permettra à des personnes accueillies de l'être avec leur animal de compagnie. Une autre façon d'innover pour EMMAÛS Solidarité en répondant à une demande précise.

Des nouvelles du Centre abbé Pierre - Emmaüs à Esteville (76)



Le Centre abbé Pierre - Emmaüs d'Esteville entre dans une dernière phase de travaux. Tous les espaces intérieurs sont prêts pour recevoir la dernière couche de peinture préalable à l'installation de la scénographie. Cette installation complexe durera ensuite cinq semaines : panneaux, inscriptions murales, écrans vidéos, etc. L'objectif est d'ouvrir au public le 17 octobre 2011.

Dans le parc, il reste le parking, le cheminement avec les kiosques et la finalisation de la serre d'accueil (bâtiment neuf de 150 m² où se tiendront le point de vente des billets, la librairie et la cafétéria) et de menus "détails" qui vont occuper plusieurs personnes pendant tout l'été.

Des groupes de toute la France envoient des compagnons, hébergés et bénévoles. Enduits, peinture, menuiserie, lasure, aménagement des espaces extérieurs... Le centre d'hébergement affiche complet à tous les étages.

Le chantier, qui aura duré plus d'un an, a été l'occasion de rencontres atypiques entre les différentes personnes des groupes Emmaüs, les artisans d'entreprises locales et une entreprise de BTP. Les uns et les autres, venus d'horizons différents, se sontentraînés, conseillés, prêtés des outils... Ils ont appris à se connaître et d'authentiques liens d'amitié se sont tissés, par delà les parcours personnels et les différences.

Notons la présence en juin et juillet de différentes personnes prises en charge par EMMAÜS Solidarité qui ont travaillé à leur rythme dans le cadre d'un chantier solidaire. Venues de la Pension de famille de Montreuil, du CHRS de Clichy, de la Maraude de Roissy et de celle de Paris-Centre, ils ont notamment nettoyé le plancher de la chambre de l'abbé Pierre.

Chaque quinzaine vous pouvez suivre les travaux sur le site Internet www.centre-abbé-pierre-emmaus.org



LE MEPRIS

DANS UN COMMUNIQUÉ PUBLIÉ LE 29 JUIN, LES ASSOCIATIONS DU COLLECTIF DÉNONCENT LE DÉCALAGE ENTRE LES ACTIONS DU GOUVERNEMENT ET LES RÉALITÉS DE TERRAIN. EXTRAITS

Trois ans après l'annonce par François Fillon d'un grand « Chantier national prioritaire pour le logement », l'accès au logement des personnes sans abri et mal logées n'est toujours pas une priorité.



Le Premier ministre s'était engagé à revoir les associations du Collectif (qui rassemble les principaux acteurs associatifs de la lutte contre l'exclusion par le logement), suite à leur mobilisation sur le Pont des Arts en novembre 2010. A la veille de l'été, elles n'ont pas été reçues.

Même silence du Président de la République, qui n'a guère donné suite à notre demande de rencontre en janvier 2011...

Face au mépris des plus hautes instances de l'Etat envers toutes les situations d'exclusion et de détresse sociale qui ne sont pas prises en charge, les associations veulent exprimer leur colère !

Elles ont vu se multiplier, ces dernières semaines, des mesures d'une grande brutalité :

- Fermeture de places d'hébergement et d'hôtel, sans qu'aucune solution ne soit proposée aux personnes. Sachant que l'Etat fait lui-même le diagnostic d'un manque de places d'hébergement (ex : déficit de 13 000 places en Ile-de-France) sans vouloir en créer de nouvelles ;

- Remises en cause frontales du principe d'accueil inconditionnel pour les publics migrants et demandeurs d'asile. Alors que seulement 37% des demandeurs d'asile présents sur le territoire au 1er janvier 2010 ont été pris en charge, les restrictions budgétaires sur le dispositif d'accueil d'urgence remettent en cause le devoir d'accueil inconditionnel.

- Fragilisation extrême du secteur associatif, déjà fortement pressurisé. Des coupes budgétaires exposent les associations à des difficultés crois-

santes pour venir en aide aux personnes qu'elles accueillent.

La multiplication sur tout le territoire des annonces de licenciements et/ou de fermetures de structures montre qu'une nouvelle étape est franchie.

Les associations du Collectif ont été invitées à participer à un énième rendez-vous, jeudi 30 juin, avec le secrétaire d'Etat au Logement dans le cadre de la Refondation (réforme du dispositif d'hébergement et de l'accès au logement lancée en 2009).

Alors qu'elles ont joué le jeu du dialogue depuis deux ans, elles craignent que cette rencontre, comme les précédentes, soit en déconnexion totale avec les réalités de terrain et n'aboutisse à rien de concret

Quelles perspectives pour la Refondation et sa logique du « logement d'abord », en l'absence d'une offre de logements suffisante et accessible, notamment dans les zones les plus tendues ? Rappelons que plus de 3.5 millions de personnes sont non ou mal-logées en France, et plus de 18 700 ménages prioritaires dans le cadre du Dalo n'ont pas été relogés par les préfets au-delà du délai légal. Les orientations actuelles de la politique du logement ne font que renforcer nos inquiétudes : désengagement de l'Etat sur le budget des aides à la pierre et sur celui de l'Anah, remise en cause du conventionnement social dans le parc privé, politique de prévention des expulsions locatives au point mort...

Le Collectif des associations demande aujourd'hui au Gouvernement un engagement extrêmement fort, à travers des moyens financiers suffisants pour faire face à la crise sociale majeure que nous traversons.

Le 30 juin, le Collectif décidait de remettre ce communiqué au Secrétaire d'Etat sans prendre place autour de la table pour une énième réunion qui s'avérait technique mais décalée.

Le 4 juillet, dans une lettre au Collectif, le Premier ministre invite les associations à le rencontrer à la "rentrée prochaine". Déterminées, les associations ne devraient pas en rester là.